



# Soirée Politique 2018 : déclarations

## 1 Canton de Zurich

**Participant-e-s à la table :** Wangdü de Silva (JVL CH), Leroy Bächtold (jeunes libéraux-radicaux suisses), Dominic Täubert (Jupa ZH), Matteo Baschera (jeunes libéraux-radicaux suisses), Stefanie Marolf (HEP ZH) et Cloé Jans (institut de recherche gfs.bern). Modératrice : Sabrina Althaus

Dans le canton de Zurich, les jeunes libéraux-radicaux suisses vont examiner la possibilité de lancer une initiative populaire visant à introduire une matière scolaire « éducation civique » par le biais de la section cantonale du parti. Les autres jeunesses de partis ainsi que le parlement des jeunes du canton seront consultés si une initiative est effectivement lancée. Dans le cadre de son projet PolitStage, le Jugendparlament Kanton Zürich (Jupa ZH) s'engagera davantage en faveur de l'éducation civique au degré secondaire I à l'avenir. Les offres proposées au degré secondaire II seront maintenues. Le PJ contactera la direction de l'instruction publique du canton de Zurich afin de lui présenter ses idées, ses souhaits et les moyens actuellement à disposition, dans l'espoir qu'elle recommande aux écoles l'offre du PJ relative à l'éducation civique. Les jeunesses de partis appuient cette prise de contact et seront aussi informées de ses résultats. En outre, le PJ prévoit de présenter ses offres relatives à l'éducation civique à la Haute école pédagogique de Zurich (HEP ZH) afin que les futur-e-s enseignant-e-s puissent les insérer dans leurs cours.

## 2 Cantons de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne

**Participant-e-s à la table :** David Trachsel (JUDC BS), Jonas Ferro (JVL Bâle), Zeno Strebel (Junger Rat BS), Alexa Virginia Wöllmer (Jugendrat BL), Joël Bender (Jugendrat BL), Solinda Morgillo (association Kinderbüro Basel). Modérateur : Jonas Hirschi

Le thème de l'éducation civique est très actuel dans les deux cantons bâlois : une initiative populaire demandant l'introduction d'une matière scolaire sur la politique à l'école obligatoire a été déposée à Bâle-Ville, alors que, à Bâle-Campagne, une intervention parlementaire visant à encourager l'éducation civique et à réduire les différences entre les différentes filières est en suspens au Grand Conseil. Les participant-e-s de Bâle-Ville ont apporté leur soutien à l'initiative. Ils souhaitent également participer à sa mise en œuvre concrète et s'investissent en faveur d'une organisation pratique de l'éducation civique. Le Junger Rat BS est ainsi en contact avec le département de l'instruction publique du canton. Le Jugendrat Baselland a défendu l'intervention parlementaire en faveur de l'éducation civique depuis son dépôt en 2013 déjà et s'investit publiquement dans ce sens avec toutes les jeunesses de partis. Si l'intervention devait échouer, le Jugendrat BL réfléchirait à déposer une initiative populaire.



### 3 Suisse centrale et canton des Grisons

**Participant-e-s à la table :** Nicola Stocker (JUDC GR), Carina Betschart (Jupa SZ), Sandro Bugmann (Jupa SZ), Jonas Ineichen (Jupa/JSS LU). Modératrices : Mirja Mätzener et Stefanie Bosshard

Les participant-e-s de la Suisse centrale (cantons de Schwyz et de Lucerne) et du canton des Grisons étaient unanimes : les trois cantons souhaitent qu'une matière scolaire portant sur l'éducation civique soit introduite dès le degré secondaire I. Le canton de Lucerne reviendra sur cette question lors de la Session des jeunes qui se tiendra le 17 octobre 2018. Il espère que la majorité des jeunes pouvant voter se prononceront en faveur du renforcement de l'éducation civique. Le canton de Schwyz compte sur les jeunesses de partis et désire prendre comme modèle le canton d'Argovie, où les jeunes libéraux-radicaux ont réussi à ancrer dans le plan d'étude une matière scolaire relative à la politique. Il prévoit dans ce but de déposer une pétition. Le canton des Grisons souhaite lancer une initiative dans le canton et contacter le Grand Conseil pour la création d'une matière scolaire relative à la politique.

### 4 Canton de Berne

**Participant-e-s à la table :** Nils Fiechter (JUDC BE), Adrian Spahr (JUDC BE), Corina Liebi (JVL BE), Lea Schmid (JVL BE), Nicolai Grimm (JPEV BE), Jannis Strauss (Jupa BE). Modératrice : Zoë Maire

Afin de renforcer l'éducation civique, le canton de Berne souhaite procéder aux étapes suivantes : le Jugendparlament Bern invitera toutes les jeunesses de partis et les jeunes député-e-s au Grand Conseil à une table ronde afin qu'ils puissent identifier tous ensemble les moyens pouvant être utilisés dans le but d'encourager l'éducation civique. L'idéal serait que les participant-e-s établissent une déclaration suite à cet événement et que le plus grand nombre d'entre eux la signent. Cette déclaration serait ensuite envoyée aux enseignant-e-s, aux gymnases, aux écoles professionnelles et aux hautes écoles pédagogiques. Elle les inciterait tous à prêter une attention particulière à l'éducation civique aussi bien dans la formation qu'en cours. L'appel lancé dans la déclaration pourrait également être communiqué au public. Ainsi, aussi bien les médias que la population bernoise seraient informés des revendications en faveur de l'éducation civique.

### 5 Suisse romande

**Participant-e-s à la table :** Oxel Suarez Alvarez (PJ FR), Timon Gavallet (PJ FR), Sébastien Thomas (JUDC GE), Floriane Wyss (PLR), Damien Richard (FSPJ). Modérateur : Barry Lopez

La table de la Suisse romande étant hétéroclite, les participant-e-s ont pris la décision de discuter et de proposer des mesures qui pourraient être mises en œuvre dans tous les cantons romands. Aujourd'hui, l'éducation civique est donnée de manière très théorique, alors qu'il est nécessaire d'aborder la question politique de manière plus concrète et plus complète. Lorsqu'une commune aborde un sujet qui concerne la jeunesse au législatif ou à l'exécutif, il est impératif qu'elle consulte les jeunes, par l'intermédiaire des écoles ou d'associations. En outre, de jeunes politicien-ne-s devraient être invité-e-s à parler de sujets politiques dans des écoles, par exemple sous forme de débats ou d'échanges. Ils pourraient également présenter leur activité en tant qu'élu-e et illustrer de manière concrète l'influence de la politique sur le quotidien de chacun-e et notamment des jeunes. Il serait bénéfique de mettre en place un système avec des délégué-e-s de classe



assumant de vraies responsabilités, bénéficiant d'une grande liberté et des moyens nécessaires pour réaliser des projets. De plus, il faudrait faire en sorte que des sujets plus pratiques soient abordés à l'école, tels que les impôts ou les assurances maladie. Des visites des institutions (salle d'un conseil communal ou d'un tribunal p. ex.) pourraient également être intégrées à des cours. De surcroît, il conviendrait d'aborder l'actualité politique mondiale et suisse à partir du degré secondaire I.

## 6 Cantons de Thurgovie et de Soleure

**Participant-e-s à la table** : Leah Gutzwiller (Jupa SO), Rafael Fritschi (JDC TG), Melisa Yener (Jupa SO). **Modérateurs** : Sebastian Niessen et Maurus Blumenthal

Le canton de Soleure s'efforce de renforcer l'éducation civique. À l'heure actuelle, l'éducation civique est donnée au degré secondaire II dans le cadre des cours d'histoire et de droit pour la maturité professionnelle dans les écoles professionnelles commerciales et dans le cours de culture générale dans les écoles professionnelles (réglées au niveau fédéral) par exemple. Le canton était également impliqué dans l'élaboration du nouveau matériel de cours. Pourtant, l'enseignement de l'éducation civique dépend beaucoup de l'enseignant-e, aussi bien au degré secondaire I que dans les écoles cantonales. La formation politique informelle (p. ex. les Jugendlittag) et l'enseignement formel sont du ressort de départements différents au sein du canton. Pour remédier à ce problème, les participant-e-s proposent de mettre en place une semaine de projet cantonale pouvant être adaptée par chaque commune. Cette semaine mettrait avant tout en avant la motivation à participer à la politique (et non à rechercher des faits). Les sujets abordés à cette occasion pourraient être choisis librement. Par conséquent, les souhaits des écoles devraient être pris en compte dans la mise en place de la semaine de projet.

Dans le canton de Thurgovie, une semaine de projet sur la politique devrait être introduite à tous les niveaux supérieurs du degré secondaire I. Il faut pour cela convaincre la conférence des directeurs d'écoles, car les semaines de projet relèvent de la compétence des écoles. Cette semaine de projet permettrait d'encourager les compétences transversales relatives à l'éducation civique formulées dans le Lehrplan 21. Elle pourrait être élaborée pour la haute école pédagogique de Thurgovie et devrait porter sur des sujets qui concernent les jeunes. Le canton pourrait mettre à disposition des fonds pour ce projet afin que les écoles soient en mesure de financer les coûts supplémentaires qu'il induirait. En outre, une intervention parlementaire demandant au Conseil d'État d'analyser la situation actuelle de l'éducation civique dans le canton doit être déposée au parlement du canton de Thurgovie. L'objectif de cette analyse est de présenter l'offre en éducation civique disponible aujourd'hui à l'école, tous degrés confondus. En outre, il serait nécessaire d'améliorer l'éducation civique sur la base des objectifs fixés dans le Lehrplan 21 dans ce domaine.